

## Débordement modéré de la population francilienne sur les départements limitrophes



J.-C. Patacchi / Unua Images / IAU îdF

**Le déficit migratoire de l'Île-de-France avec ses départements limitrophes a peu augmenté. Il est cependant prononcé pour les actifs occupés. Parmi ces migrants franciliens, un sur deux travaille toujours en Île-de-France du fait, notamment, de la localisation des emplois en grande couronne.**

**D**epuis les années 70, les Franciliens sont plus nombreux à quitter la région que les habitants des autres régions à venir s'y installer. Le profil des migrants contribue cependant au dynamisme démographique et économique de la région. Ce déficit migratoire s'est accentué au cours de la période récente. L'Île-de-France a perdu dans ses échanges avec les autres régions françaises 73 000 habitants par an entre 2001 et 2006, contre 55 000 entre 1990 et 1999.

### Un déficit migratoire peu accentué avec les départements limitrophes

Les échanges entre l'Île-de-France et les huit départements limitrophes participent peu à ce creusement. En effet, le déficit migratoire entre la région et cette troisième couronne ne s'est que très légèrement accentué, passant de -12 000 habitants par an entre 1990 et 1999 à -13 900 entre 2001 et 2006.

En Île-de-France, c'est en grande couronne, que le déficit migra-

toire est le plus fort (-9 200 habitants par an entre 2001 et 2006). Il s'est, par ailleurs, fortement accentué au cours de la période récente. À l'inverse, il s'est réduit dans le centre de l'agglomération. Le déficit migratoire de Paris et de la petite couronne, est ainsi passé de -5 700 habitants par an entre 1990 et 1999 à -4 700 entre 2001 et 2006.

Les échanges migratoires entre l'Oise et l'Île-de-France sont particulièrement importants. Premier département d'accueil des Franciliens, l'Oise capte, comme dans les années 1990, 3 300 habitants en moyenne par an en provenance de la région-capitale, devant le Var ou la Loire-Atlantique. En troisième couronne, ce sont ensuite les départements de l'Eure-et-Loir et de l'Eure qui atti-

### Atlas des Franciliens

Cette *Note rapide* constitue l'une des planches du futur *Atlas des Franciliens*, à paraître fin 2011 sous l'égide de l'IAU îdF. Elle est élaborée dans le cadre d'une convention partenariale avec la direction régionale Insee d'Île-de-France.

rent le plus de Franciliens (respectivement +2 900 et +2 400 Franciliens par an). Avec le Loiret et l'Yonne, ces quatre départements attireraient chacun environ 2 000 habitants par an entre 1990 et 1999. Le Loiret et l'Yonne attirent, respectivement 2 100 et 1 900 Franciliens par an entre 2001 et 2006.

Le déficit migratoire de l'Île-de-France avec l'Aisne et l'Aube a augmenté mais reste faible. Il ne dépasse pas 1 000 habitants par an.

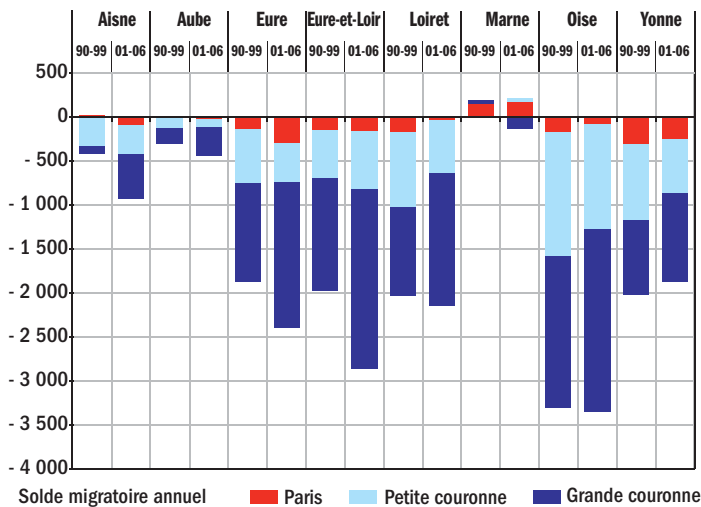
La Marne est le seul département limitrophe à voir partir plus d'habitants vers l'Île-de-France qu'il n'en accueille.

### Les migrants : des actifs occupés et des couples avec enfants

Ce sont traditionnellement les couples avec enfants et les retraités qui quittent l'Île-de-France, alors que ce sont davantage des personnes seules, étudiantes ou en début de vie professionnelle qui constituent l'essentiel des arrivées.

Ce constat se vérifie globalement dans les échanges entre la région

## Le déficit migratoire entre l'Île-de-France et la troisième couronne s'est surtout accentué en grande couronne



Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2006, exploitations complémentaires.

et les huit départements limitrophes. Toutefois, les départs de couples avec enfants et d'actifs occupés sont proportionnellement plus importants vers ces départements que vers le reste de l'Hexagone. À l'inverse, les départs de retraités y sont moins importants. Les ménages franciliens migrants vers la troisième couronne sont également moins aisés que ceux partis dans les autres départements de province : 24 % sont des ouvriers en 2006 (contre 13 % de ceux partis vers le reste de l'Hexagone) et seulement 23 % sont des cadres (contre 34 % des migrants vers le reste de l'Hexagone). La légère accentuation du déficit migratoire entre l'Île-de-France et les départements limitrophes provient principalement des actifs occupés (-5 200 actifs en 2006, contre -2 700 en 1999). Pour cette catégorie de population, ce creusement est sensiblement plus fort que dans le reste de l'Hexagone.

### L'emploi en grande couronne intensifie les mobilités

Par ailleurs, le nombre de personnes résidant dans les huit départements limitrophes et travaillant en Île-de-France a augmenté. La progression de ces mobilités résulterait davantage du développement de pôles d'emploi en

grande couronne, tels que Roissy ou Cergy, que des difficultés à se loger dans la région. Entre 1999 et 2006, l'emploi a ainsi tendance à davantage progresser en grande couronne (+1,4 % par an en moyenne) qu'à Paris et en proche couronne (+1,2 %). Les résidents des huit départements limitrophes travaillant en Île-de-France, occupent désormais leur emploi surtout en grande couronne (53 % en 2006 contre 48 % en 1999 et 40 % en 1990) et non plus dans le centre de la région. Ainsi, les distances qu'ils parcourent pour se rendre à leur lieu de travail diminuent : 61 km en moyenne en 1990, 56 km en 1999 et 55 km en 2006. Seul un navetteur sur quatre travaille à Paris. Les quatre-cinquièmes de ces navettes domicile-travail s'expliquent ainsi par la concentration des emplois (dans quelques pôles en grande couronne notamment) et des actifs en présence. Les autres navettes (un cinquième) traduisent des situations plus complexes mettant en jeu d'autres facteurs tels que le lieu de travail du conjoint, la desserte par les transports en commun ou la volonté d'accéder à de meilleures conditions de logement. Les navetteurs de la troisième couronne vers l'Île-de-France sont relativement qualifiés : comme en Île-de-France, la moi-

tié sont des cadres ou exercent une profession intermédiaire, soit davantage que l'ensemble des actifs résidant dans les huit départements limitrophes (35 %). Les actifs travaillant en Île-de-France sans y habiter ont toujours majoritairement résidé dans l'un des huit départements limitrophes (60 % en 2006). Pour autant, ces navetteurs ne représentent que 11 % des actifs de ces départements. Leur part reste donc globalement minoritaire même si elle augmente légèrement depuis les années quatre-vingt-dix (9 % en 1990). Cependant, elle varie fortement d'un département à l'autre. Ainsi, 23 % des actifs de l'Oise et 20 % des actifs d'Eure-et-Loir travaillent en Île-de-France alors que les actifs de la Marne ne sont que 2 % à y travailler.

### Migrants actifs vers la 3<sup>e</sup> couronne : 50 % travaillent en Île-de-France

79 000 migrants franciliens partis vers les huit départements limitrophes sont actifs en 2006.

La moitié d'entre eux, travaillent encore en Île-de-France. Cette part augmente par rapport à 1999. Une partie de ces navettes domicile-travail résulte du développement des emplois dans quelques communes de grande couronne comme Roissy. Toutefois, certaines ne sont que temporaires et peuvent correspondre, par exemple, à des installations anticipées dans la perspective de la retraite, ou à un maintien temporaire de l'emploi en Île-de-France, en attendant des opportunités plus proches. La moitié de ces nouveaux navetteurs de la troisième couronne à destination de la région-capitale sont cadres ou exercent une profession intermédiaire. Ils travaillent pour la moitié d'entre eux, à Paris ou en petite couronne. Dans leur cas, vivre en troisième couronne peut permettre d'accéder à un cadre de vie moins urbain ou à un logement plus spacieux. Dans d'autre cas, les choix sont plus contraints. Parmi les 16 000 actifs appartenant à des couples

### Définitions

**Troisième couronne** : elle correspond aux huit départements limitrophes de l'Île-de-France, c'est-à-dire à l'Aisne et à l'Oise dans la région Picardie, à l'Aube et à la Marne en Champagne-Ardennes, à l'Eure en Haute-Normandie, à l'Eure-et-Loir et au Loiret dans la région Centre, et enfin à l'Yonne en Bourgogne.

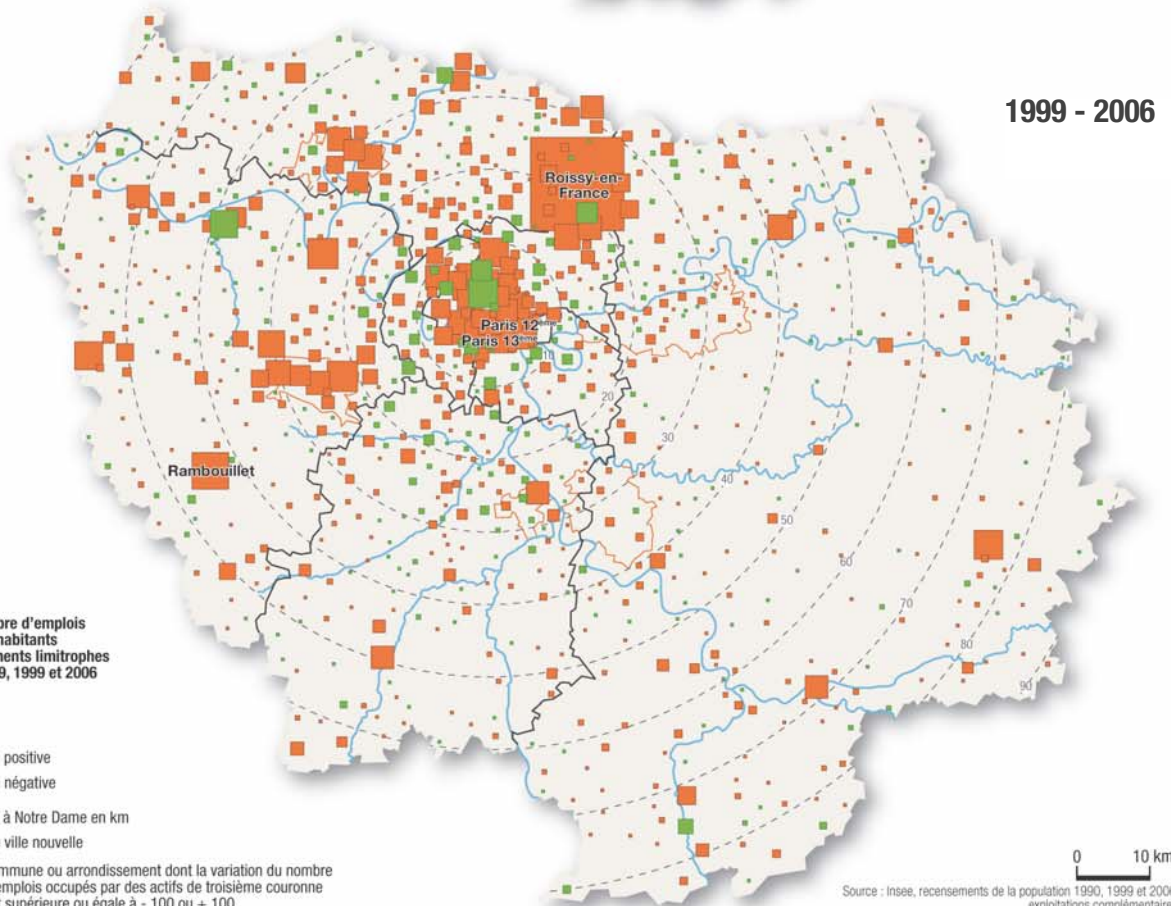
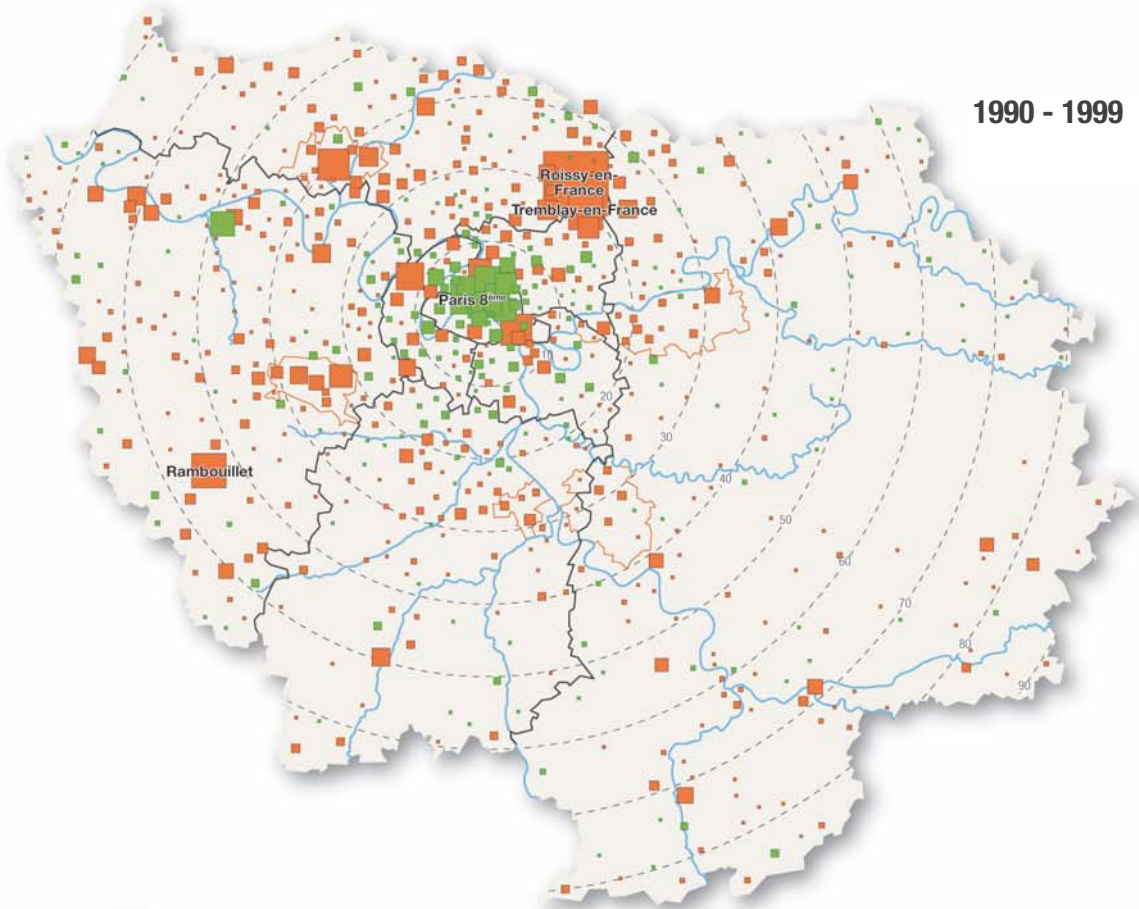
**Les migrants et leurs caractéristiques** : selon le recensement de la population 2006, un migrant est une personne recensée dans une résidence différente de celle qu'elle occupait cinq ans auparavant. Les caractéristiques socio-démographiques de ces personnes ne sont connues qu'à la date du recensement. On ignore donc ce qu'elles étaient au début de la période ou au moment de la migration.

**Champs des migrants aux recensements 2006 et 1999** : dans cette étude, le champ retenu pour la période 1990-1999 a été restreint à un champ comparable à celui de 2006.

Le solde migratoire global de l'Île-de-France avec le reste de l'Hexagone, qui intègre les enfants de moins de cinq ans, n'est pas disponible à partir du RP 2006. Il est estimé par l'IAU ÎdF à environ -59 000 par an entre 1990 et 1999 et à -78 000 par an entre 1999 et 2006.

**Navette domicile-travail** : une navette domicile-travail correspond au déplacement d'un actif occupé entre son lieu de résidence et son lieu de travail. La distance entre ces deux points est calculée à vol d'oiseau.

## Le nombre de navetteurs de troisième couronne travaillant en Île-de-France est passé de 135 000 en 1990 à 187 000 en 2006



Variation du nombre d'emplois occupés par des habitants des huit départements limitrophes entre 1990 et 1999, 1999 et 2006



variation positive  
variation négative

--- distance à Notre Dame en km  
— limite de ville nouvelle

**Rambouillet** commune ou arrondissement dont la variation du nombre d'emplois occupés par des actifs de troisième couronne est supérieure ou égale à - 100 ou + 100

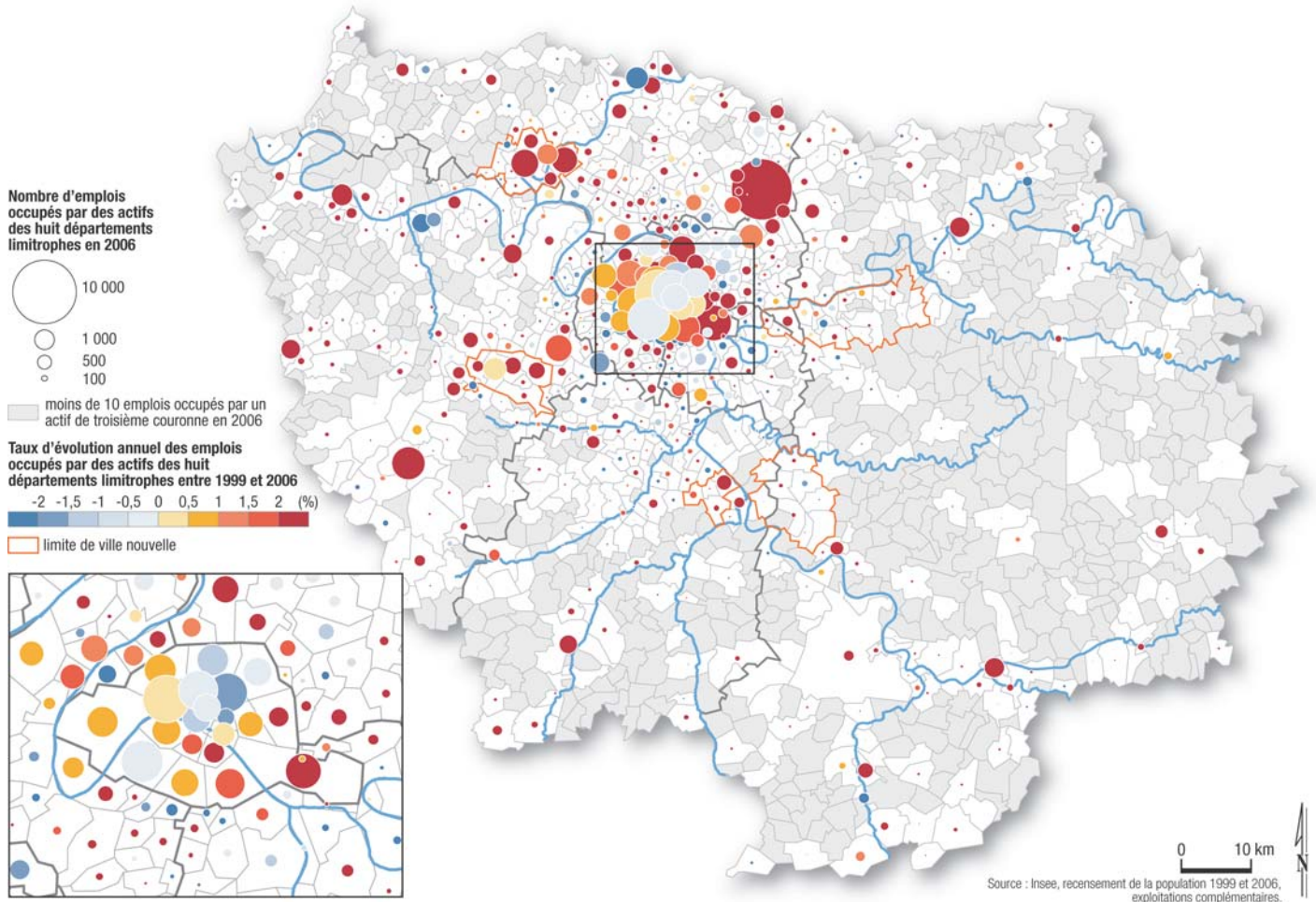
0 10 km



Source : insee, recensements de la population 1990, 1999 et 2006, exploitations complémentaires.



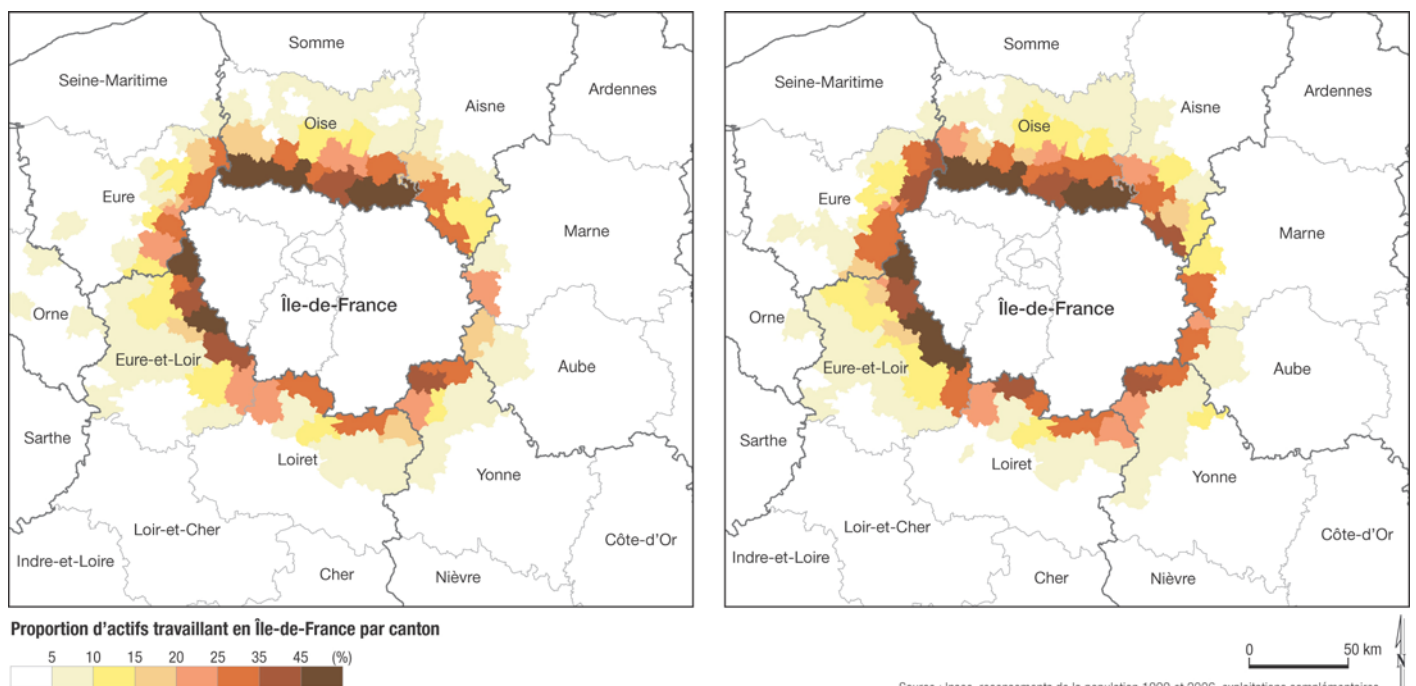
## Les emplois franciliens occupés par des actifs de troisième couronne se situent désormais majoritairement en grande couronne



## Les actifs de troisième couronne travaillant en Île-de-France vivent à proximité immédiate de la région

1999

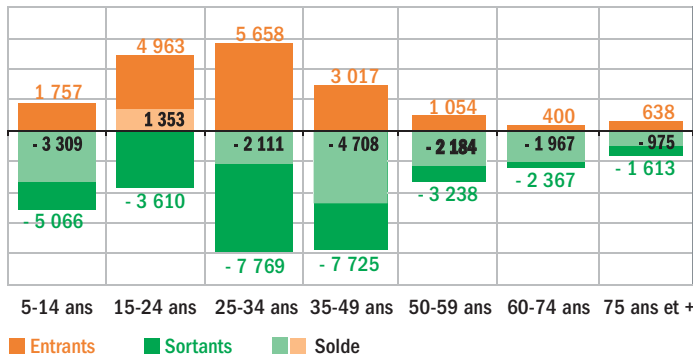
2006



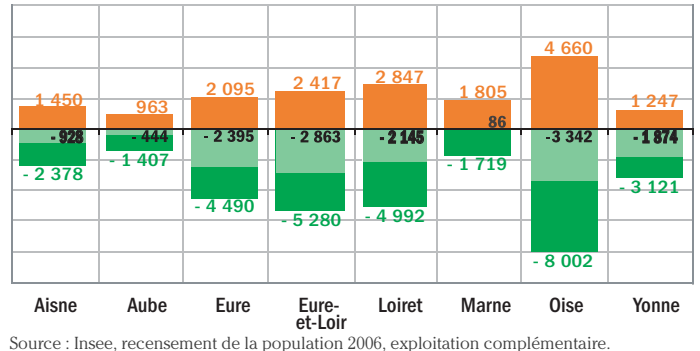
## Des départs d'ouvriers et de couples avec enfant(s) vers la troisième couronne

2001-2006 : Migrations résidentielles entre l'Île-de-France et la troisième couronne selon...

### ... l'âge des migrants

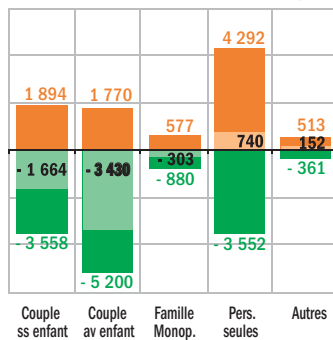


### ... le département de troisième couronne

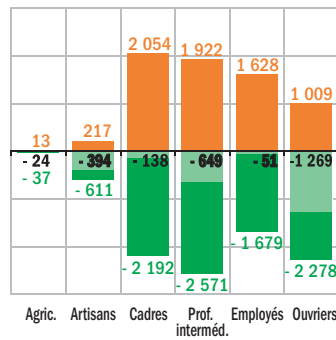


Source : Insee, recensement de la population 2006, exploitation complémentaire.

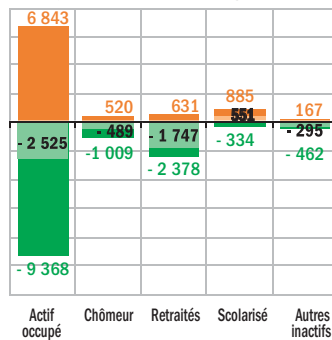
### ... le mode de cohabitation des ménages



### ... la catégorie socioprofessionnelle des ménages qui occupent un emploi



### ... le type d'activité du ménage



d'ouvriers et d'employés, beaucoup n'ont ainsi pas d'autre possibilité que de s'éloigner de leur lieu de travail pour améliorer leurs conditions de logement ou devenir propriétaire : 80 % de ces couples bi-actifs partis en troisième couronne sont ainsi propriétaires contre seulement 53 % de ceux restés en grande couronne.

### 40 % des ménages migrants gardent un lien professionnel avec l'Île-de-France

Entre 2001 et 2006, 75 000 ménages venus d'Île-de-France se sont installés dans un des huit départements limitrophes. Parmi eux, 16 000 maintiennent un lien professionnel étroit avec la région-capitale. Ce sont des couples où les deux conjoints travaillent en Île-de-France (67 % des ménages) ou encore des personnes seules ou des familles monoparentales travaillant en Île-de-France en 2006 (33 % des ménages).

Ces ménages accèdent ainsi à de meilleures conditions de logement. Les trois-quarts d'entre eux

sont propriétaires, soit 14 points de plus que pour les ménages de troisième couronne ne venant pas d'Île-de-France. Ils résident aussi davantage en maison individuelle. La forte proportion de propriétaires parmi les ménages s'explique en partie par la forte proportion de couples, plus souvent propriétaires. Toutefois, à mode de cohabitation et à type d'activité équivalents, les ménages qui maintiennent un lien étroit avec la région-capitale sont toujours plus fréquemment propriétaires de leur logement et plus souvent en maison individuelle que les autres ménages. A contrario, ils résident plus loin de leur emploi : 50 km pour la personne de référence et 46 km pour son conjoint éventuel. Si ces ménages n'avaient pas déménagé, ils ne parcourraient respectivement que 20 km et 22 km pour aller travailler. Ces ménages, récemment installés en troisième couronne, sont en moyenne plus qualifiés que les non-migrants de ces départements. Mais ils ne sont pas plus quali-

pliés avec enfants, soit deux tiers des ménages, allient à la fois l'amélioration de leurs conditions de logement et une plus grande proximité au lieu de travail pour la femme. Ainsi, 76 % sont propriétaires de leur logement et 88 % résident en maison individuelle. Les femmes ne parcourent plus en moyenne que 32 km pour aller travailler, contre 43 km si elles n'avaient pas déménagé. En contrepartie, leurs conjoints doivent parcourir, davantage de kilomètres (53 km contre 31 km s'ils n'avaient pas déménagé).

Les couples sans enfant ayant migré en troisième couronne, soit un tiers des ménages, ne sont que 63 % à être propriétaires de leur logement et 72 % à résider

fiés que les autres ménages originaires d'Île-de-France.

14 600 ménages conservent un lien professionnel relatif avec la région-capitale. Ce sont des couples bi-actifs parmi lesquels un seul des conjoints travaille en Île-de-France. Parmi ceux-ci, les cou-

### Davantage de navettes domicile-travail de la troisième couronne vers l'Île-de-France

En 2006, 187 000 actifs résident dans la troisième couronne et travaillent en Île-de-France. Le nombre de ces navetteurs augmente depuis les années 1980 : 86 000 en 1982, 153 000 en 1999 pour atteindre 187 000 en 2006 (+22,2 % entre 1999 et 2006).

Les questions permettant de mesurer l'emploi, le chômage et l'activité ont été modifiées entre le recensement de 1999 et celui de 2006. Elles permettent une meilleure prise en compte des situations mixtes (étude-activité et retraite-activité). Le nombre de navetteurs est donc probablement très légèrement sous-estimé en 1999 par rapport à 2006.

La hausse de ces navettes domicile-travail depuis les huit départements limitrophes vers l'Île-de-France est telle qu'elle ne peut toutefois pas être remise en cause.

En effet, pour la seule population des moins de 60 ans, hors étudiants, pour laquelle les changements de concept de l'emploi sont très réduits, les navettes domicile-travail depuis les huit départements limitrophes et à destination de l'Île-de-France augmentent encore de 20,7 % entre 1999 et 2006 soit seulement 1,5 points de moins que pour l'ensemble de la population.



Les trains express régionaux (TER) contribuent au déplacement des 187000 actifs de troisième couronne qui travaillent en Île-de-France sans y résider.

en maison individuelle. Ces proportions sont inférieures à celles des couples sans enfant restés dans la région. Ces derniers ne sont pourtant ni moins qualifiés, ni moins nombreux à être en couple biactifs que les ménages en couple avec enfant. De plus, leur distance pour aller travailler s'est allongée : de 44 km pour les hommes et 47 km pour les femmes à respectivement 53 km et 49 km.

### 60 % des ménages migrants ne travaillent pas dans la région-capitale

Enfin, 44 000 ménages, soit trois ménages sur cinq, ne travaillent pas en Île-de-France. Ils travaillent ailleurs ou sont inactifs. Environ 26 000 d'entre eux sont composés d'actifs qui résident à proximité de leur lieu de travail. Pour rejoindre celui-ci, ils parcourent 13 km seulement pour la personne de référence et 12 km pour son conjoint éventuel, soit des distances légèrement inférieures à celles des ménages de la troisième couronne n'ayant pas migré récemment. Par ailleurs, ils ont souvent des conditions de logement moins favorables que les mêmes ménages ne venant pas d'Île-de-France : seuls 40 % sont propriétaires et 57 % résident en maison individuelle (contre respectivement 59 % et 70 %).

Plus du quart de ces ménages (12 000) comprend au moins un retraité. Ils bénéficient de meilleures conditions de logement : 75 % accèdent à la propriété et 80 % résident en maison individuelle, proportions quasi-identiques à celles des ménages retraités ne venant pas d'Île-de-France (respectivement 77 % et 80 %).

### Les ménages venus de la 3<sup>e</sup> couronne vivent et travaillent en Île-de-France

Entre 2001 et 2006, 45 000 ménages se sont installés en Île-de-France en provenance d'un des huit départements limitrophes. Ces ménages travaillent majoritairement dans la région-capitale (95 %). Seuls 3 % travaillent dans la troisième couronne. Ce sont moins souvent des ménages composés de personnes seules et plus souvent des couples avec enfants que ceux arrivés de province. Les ménages actifs, globalement qualifiés, le sont toutefois moins que les ménages en provenance du reste de la province : 23 % sont cadres et 13 % ouvriers, contre respectivement 36 % et 6 % des ménages arrivés du reste de la province. Ils s'installent plus souvent en grande couronne. Ils accèdent plus fréquemment à la propriété que les autres provinciaux d'origine et ce quels que soient leur départe-

### Navettes domicile-travail : un lien étroit avec le champ économique

Quatre cinquièmes des flux domicile-travail des navetteurs en provenance des huit départements limitrophes et à destination de l'Île-de-France traduisent simplement la géographie et le nombre des actifs et des emplois en présence.

Un modèle gravitaire classique a été utilisé sur les données du RP 2006 pour estimer le nombre de navettes domicile-travail « théoriques » qui peuvent s'établir entre deux communes à partir de deux postulats :

1. Les navettes entre deux lieux sont proportionnelles à leurs capacités d'émission et de réception (c'est-à-dire le nombre d'actifs et d'emplois) ;
2. L'importance des échanges entre les deux lieux diminue lorsque la distance augmente.

Cette estimation du nombre de navetteurs théoriques a ensuite été comparée au nombre de navetteurs observés. Il apparaît que les quatre-cinquièmes des navettes domicile-travail depuis la troisième couronne vers l'Île-de-France sont prévues par le modèle. Ces navettes correspondent à la concentration géographique des actifs et des emplois en Île-de-France et dans les huit départements limitrophes. Un cinquième correspond à des échanges plus forts qu'attendus entre les communes des huit départements limitrophes et de l'Île-de-France au vu de leur poids et de leur éloignement.

ment de résidence et leur mode de cohabitation.

Sandrine Beaufiles (IAU idF) et  
Kévin de Biasi (Insee Île-de-France) ■

### Pour en savoir plus

- De BIASI K. et BEAUFILES S., « L'Île-de-France, de plus en plus une étape dans les parcours résidentiels », *Note Rapide*, n° 508, juin 2010.
- FUSTIER B., « Les interactions spatiales », dans PONSARD Cl., *Analyse économique spatiale*, Paris, Puf, coll. Économie, 1988.
- IAURIF, INSEE, *Atlas des Franciliens*, tome 3, chapitre 4, 2002.
- IAURIF, INSEE « Vivre en province, travailler en Île-de-France : une situation moins fréquente », *Atlas des Franciliens*, tome 4, Paris, Iaurif-Insee 2002.

#### Atlas des Franciliens Population

> **Chef de projet IAU idF** : Philippe Louchart (philippe.louchart@iau-idf.fr), sous la direction de Christine Corbillé.

> **Chef de projet Insee** : Guillemette Buisson (guillemette.buisson@insee.fr), sous la direction de Patrick Pétour.

#### Directeur de la publication

François Dugeny

#### Directrice de la communication

Corinne Guillemot

#### Responsable des éditions

Frédéric Theulé

#### Rédactrice en chef

Marie-Anne Portier

#### Maquette

Vay Olivier

#### Cartographie

Assad Alicherif - Jean-Eudes Tilloy

#### Diffusion par abonnement

76 € les 40 numéros (sur deux ans)

#### Service diffusion-vente

Tél. : 01 77 49 79 38

www.iau-idf.fr

#### Librairie d'Île-de-France

15, rue Falguière 75015 Paris

Tél. : 01 77 49 77 40

ISSN 1967 - 2144